



Contre le capitalisme qui massacre à Gaza et exploite en France : après le 1^{er} mai, continuez ensemble tous dans la rue !

Hier, travailleurs et travailleuses ont défilé pour mettre en avant leurs revendications contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle engendre. Il faut dire que, cette année encore, le capitalisme montre qu'il ne porte en lui que catastrophes et misère pour la majorité de la population : entre les guerres et les massacres aux quatre coins du monde, les catastrophes écologiques, les oppressions racistes, sexistes... Oui, il est urgent d'en finir avec ce système !

Pas un jour sans une nouvelle attaque...

En France, le gouvernement aux ordres des capitalistes annonce une nouvelle attaque presque chaque jour. Après les 20 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, qui pèseront avant tout sur les plus pauvres, après une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour réduire encore la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, après le « choc des savoirs » pour l'instauration de « groupes de niveau », c'est-à-dire un tri social des élèves dès le collège, c'est maintenant au tour des locataires de HLM. Selon le gouvernement, 8 % des foyers résidant en HLM seraient « trop riches » ! Tiens donc ! Et il n'est pas trop riche, Carlos Tavares, qui gagne 100 000 euros par jour, PDG de Stellantis, entreprise qui réalise 18 milliards de bénéfices ? Et tous les capitalistes et autres rentiers de ce pays ?

Les travailleurs et la jeunesse ne restent pas sans réagir !

Heureusement, les luttes aussi se multiplient. Dans l'éducation, profs et parents continuent de se mobiliser contre le tri social, avec des grèves, « établissements déserts », occupations d'école... La semaine dernière, les salariés de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine ont débrayé pour réclamer 4 % d'augmentation de salaire. Et pendant que les annonces de licenciements se multiplient dans la chimie (à ExxonMobil ou à Sanofi), dans l'automobile, ce sont les ouvriers de MA France Aulnay, sous-traitant de Stellantis, qui font grève contre la menace de fermeture de leur usine et mettent trois usines Stellantis à l'arrêt.

Dans les universités, la jeunesse se mobilise contre le soutien de Macron et de son gouvernement à l'État

d'Israël qui massacre les Palestiniens. Le 24 avril, les étudiants de Science-Po à Paris ont décidé d'occuper les locaux universitaires pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme le font actuellement des milliers d'étudiants et d'étudiantes aux États-Unis : ils ont raison ! Car le massacre de Gaza est une guerre sociale : si toutes les grandes puissances soutiennent Netanyahu, c'est pour que l'ordre règne contre les pauvres, elles qui sous-traitent à des dictateurs la rafle et l'emprisonnement des migrants.

Face à la répression d'État : intensifier la mobilisation !

Et c'est bien pour cela que l'exécutif s'inquiète et qu'Attal et consorts sortent l'arsenal répressif. Après la condamnation à un an de prison avec sursis du secrétaire général de la CGT du Nord pour « apologie du terrorisme », parce qu'il a osé soutenir la lutte du peuple palestinien, c'est Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale et Rima Hassan, candidate aux Européennes, qui sont convoquées au commissariat.

Le gouvernement s'inquiète que ces mobilisations fassent tache d'huile et convergent. Le meilleur moyen de lutter contre la répression, c'est de changer, par nos mobilisations et nos luttes, le rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres.

Car nos intérêts sont communs dans le monde, des Palestiniens aux travailleurs français. Et tous les travailleurs et travailleuses pourront le dire haut et fort en votant pour la liste présentée par le NPA-Révolutionnaires aux Européennes, emmenée par Selma Labib et Gaël Quirante !



**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

**URGENCE
RÉVOLUTION !**



Les activités privées de certains médecins effectuées à l'hôpital public : quand les CHU se transforment en cliniques privées

Le rapport annuel sur l'activité libérale à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, remis le 9 avril et qui concerne 367 praticiens des 38 hôpitaux franciliens, montre une progression de 25 % des « honoraires médians » en 2022, avec un nombre de consultations et d'actes en hausse, alors que l'activité de l'hôpital a diminué. La pratique des « consultations privées » à l'hôpital public nous a toujours interrogé : ces « extra » sont normalement limités à deux demi-journées par semaine mais leur montant donne parfois le tournis. Mais les limites posées en terme de temps de travail ou du nombre d'actes sont difficiles à vérifier et donc facile à contourner. Selon *Le Monde*, le montant moyen des honoraires perçus par les radiothérapeutes s'élève ainsi à quelque 600 000 euros, soit un bond de 140 % en sept ans ! Depuis le COVID, l'accès aux soins est difficile, avec une ressource médicale en baisse... alors le fait que l'activité "privée" augmente de façon significative paraît problématique pour un service public.

Dès 2023, plusieurs voix s'étaient déjà élevées pour réclamer le plafonnement du revenu de l'activité libérale par rapport aux revenus de l'activité salariée des médecins afin d'éviter qu'ils s'enrichissent en pratiquant une activité privée dans les locaux de l'hôpital public, mais aucun ministre de la santé n'a donné suite... Par contre quand il s'agit de fliquer les chômeurs et les allocataires du RSA, là pas de problème !

Simplification de la fiche de paye : attention aux arnaques

Plusieurs organisations syndicales (CGT, CFDT, FO), d'associations comme Attac et des responsables insoumis et écologistes ont mis en garde sur la simplification de la fiche de paie annoncée par Bruno Le Maire dans le cadre d'un plan plus large pour réduire les tâches administratives des entreprises. Selon la proposition dévoilée par le ministre de l'Économie, le bulletin de salaire pourrait être réduit à une quinzaine de lignes. À l'inverse du format actuellement en vigueur, les cotisations sociales (Sécurité sociale, assurance chômage, etc.) ne seraient plus détaillées mais réunies en une seule ligne pour l'employeur et une autre pour le salarié. Sophie Binet, la secrétaire de la CGT souligne la volonté du ministre de l'Économie de « s'attaquer aux cotisations sociales ». « Quand on ne voit plus ces lignes sur sa fiche de paie, ça veut dire qu'on pourra encore moins se mobiliser pour les défendre et qu'il pourra y avoir des tours de passe-passe », a-t-elle mis en garde. Une mesure, qui si elle est appliquée, facilitera la fraude ou l'erreur patronale en empêchant de vérifier chaque ligne ou d'observer une variation d'un mois à l'autre. Pour Le Maire, simplification rime surtout avec enfumage.

Grève à l'hôpital San Salvador de Marseille

L'hôpital San Salvador à Marseille est l'un des rares établissements qui prend en charge des patients polyhandicapés et très médicalisés sur la cité phocéenne. Le bio-nettoyage y est essentiel comme partout. Pourtant le matériel dont disposent les agents est insuffisant et défectueux. La cadence de travail est délétère et dès qu'une absence n'est pas remplacée, c'est à dire souvent, il devient impossible d'effectuer correctement le nettoyage de toutes les unités. Après la crise du covid, des collègues avaient été recrutés en CDD pour renforcer les équipes de bio-net-

toyage. Pour eux, pas de prime ni de congés imposés. Or, après

leur avoir fait miroiter une promesse d'embauche en CDI durant plusieurs années, la direction de San Salvador a finalement annoncé à ces collègues la privatisation du service de bio-nettoyage, leur laissant le choix entre le départ ou la reprise par l'entreprise privée avec une perte d'un tiers du salaire ! Le 18 avril, les salariés se sont donc mis en grève avec piquet pour exiger l'embauche des collègues et ce sans perte de salaire !

C'est un exemple à suivre !

Donner c'est donner !

À l'hôpital Saint-Antoine de l'AP-HP, certains collègues aides-soignants ou manip' radio, après avoir touché la prime d'attractivité territoriale en mars, ont eu une mauvaise surprise sur leur boîte mail : on leur a annoncé qu'il s'agit d'une erreur ! Et que donc, la totalité de cette prime versée par erreur sera reprise par petites mensualités : 156,66 euros en moins chaque mois sur 3 ou 6 mois ! Il n'est pas question que les collègues restituent cette prime alors que l'erreur n'est pas de leur fait. Ces primes sont méritées mais surtout dérisoires si on les rapporte à la hausse du prix des loyers et des courses. Revendiquons de ne pas avoir un salaire en dessous de 2000 euros nets par mois ! Exigeons « l'échelle mobile des salaires » afin que notre paye suive la hausse des prix !

A Mayotte le choléra revient...

Face à l'augmentation du nombre de cas de choléra, l'Agence régionale de santé (ARS), la préfecture et le centre hospitalier de Mayotte ont annoncé dans un communiqué un dispositif renforcé, « afin d'assurer la prise en charge de l'ensemble des personnes malades ». Dans ce communiqué, les autorités revoient à la hausse leur bilan du nombre de personnes contaminées et recensent, « au total », 26 cas « confirmés depuis le début de l'alerte » le 19 mars dernier. Cette forme aiguë de diarrhée se transmet par une bactérie, généralement via de l'eau ou de la nourriture contaminées. La maladie peut tuer en quelques heures. L'Agence régionale de santé explique que « des opérations de vaccination sont organisées sur le terrain depuis plusieurs jours », ainsi que maraudes sanitaires, « afin d'assurer une diffusion large des recommandations et d'orienter les personnes vers les dispositifs de vaccination et dépistage ». Mais l'épidémie semble se propager dans les quartiers les plus pauvres de la zone urbaine de Mamoudzou-Koungou, notamment dans les bidonvilles dépourvus d'eau potable et de toute installation de salubrité publique. Là encore c'est la misère qui tue...

Contrôle des chômeurs : les chiffres qui prouvent les mensonges de Gabriel Attal

Comme on le sait, le Premier ministre a relayé, avec tambour et trompette, la campagne qu'il a lancée contre les fraudeurs à l'assurance chômage et pour débusquer les chômeurs qui ne rechercheraient pas activement un emploi. À ce propos *Le Canard enchaîné* vient de reprendre des chiffres rendus publics par France Travail. D'abord, le nombre de contrôle a explosé passant de 350 000 à 525 000 par an entre 2019 et 2023. Ensuite, 83 % des demandeurs d'emploi ont présenté toutes les preuves d'une recherche active de travail ou exprimé le besoin d'un meilleur accompagnement alors même que moins de la moitié bénéficie d'une indemnisation. Ce qui n'empêche nullement Attal de poursuivre son travail de sape de l'assurance chômage et de s'en prendre toujours plus aux droits des chômeurs.